

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article967>

Visite de Sarkozy en Guadeloupe : Interviews d'Elie Domota

- Dossier spécial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 25 juin 2009

Mis à jour le : jeudi 25 juin 2009

UGTG.org

« La venue de ce dont Sarkozy est le nom, vous la ressentez comme un coup que cette chose vous porte, la chose probablement immonde dont le petit Sarkozy est le serviteur. » Alain Badiou : De quoi Sarkozy est-il le nom ? - Page 28

Probablement en guise de réponse à notre exigence de vérité sur les massacres de Mai 1967 à Pointe à Pitre par des militaires français, la venue de Sarkozy aura été précédé du déploiement de plus de 1200 hommes armés...

[{JPEG}]

[I - Le Parisien : Guadeloupe : Domota maintient la pression](#)

Nicolas Sarkozy avait promis de venir en Guadeloupe« dès que le calme serait revenu » ? Est-ce le cas ?

Les premières personnes qui annoncent pour l'instant son arrivée sont les escadrons de gendarmerie qui viennent de débarquer. Si le climat était si fiable, je me demande pourquoi envoyer 1 200 gendarmes supplémentaires en Guadeloupe !

Rencontrerez-vous le président ?

Aucune invitation ne nous a été faite.

Donc, vous ne le rencontrerez pas...

A priori non.

Où en est l'application des accords dits Jacques Bino ?

L'Etat et le Medef veulent revenir sur ces accords signés le 4 mars. L'arrêté d'extension de l'accord salarial pris par Brice Hortefeux le 3 avril a remis en cause la pérennité de l'augmentation de 200 Euros au-delà de trois ans, ce qui instaure une disparité entre les salariés en Guadeloupe et une distorsion de concurrence entre les employeurs. Le gouvernement fait une fois de plus allégeance au Medef, alors que les partenaires sociaux avaient trouvé un compromis. De plus, le RSTA (NDLR : revenu supplémentaire temporaire d'activité) mis en place par l'Etat pour contribuer, à hauteur de 100 Euros, à l'augmentation des salaires s'avère être un mécanisme d'une complexité insurmontable pour ceux qui devraient en profiter. Tout est fait pour décourager les Guadeloupéens.

C'est pour cela que vous avez appelé à une semaine de mobilisation au moment de la visite du président ?

Oui, mais pas seulement. Nous voulons aussi protester contre la répression judiciaire actuellement en cours contre les travailleurs qui ont participé à la mobilisation. Même nos avocats sont convoqués au tribunal pour être mis en examen ! On peut également parler de répression sociale : les trois plus grands hôtels de l'île ont fermé, ce qui a jeté à la rue 752 salariés, dans le silence complice de l'Etat et des élus. De plus, l'Etat veut autoriser la mise en place de

pompes automatiques dans les stations-service, ce qui entraînerait le licenciement de 1 500 personnes. Cette répression sociale se manifeste encore par des fermetures d'entreprises de la part d'employeurs qui se disent en difficulté, alors qu'ils ne payent pas leurs cotisations sociales depuis des années.

Il y a eu quand même des avancées...

Certes, les prix de certains produits ont baissé, ceux de l'eau et des loyers sont gelés, mais on constate que l'Etat et les patrons sont en train de s'organiser pour revenir à la situation antérieure.

Quelles formes prend la mobilisation ?

Il y a un certain nombre de conflits qui perdurent : par exemple, les pompiers de l'aéroport sont en grève depuis le 17 décembre. Depuis la signature du protocole, le 4 mars, les grèves n'ont en fait jamais cessé. Cette semaine, nous nous mobilisons autour des différents conflits. Tout cela sera ponctué par une grande manifestation samedi dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Lundi, à Versailles, Nicolas Sarkozy a évoqué, à propos de l'outre-mer, la question de l'égalité, et a promis de dégager des moyens...

J'ai entendu cela, mais c'est en totale contradiction avec les décisions qui sont prises en Guadeloupe, d'autant que la discrimination raciale à l'embauche ne fait que s'accroître contre les Guadeloupéens. Ce que dit Sarkozy, ce ne sont que des discours. Dans la réalité, rien n'a changé, bien au contraire.

Ne regrettez-vous pas d'avoir refusé de participer aux états généraux sur l'outre-mer ?

Les seules personnes qui se félicitent peut-être de ces états généraux, ce sont le préfet, le coordinateur et quelques membres du gouvernement. Ces états généraux sont un échec total. Les Guadeloupéens ne savent même pas de quoi il s'agit. C'est un débat de bureaucrates et d'experts. Pour cacher la vérité, on va dire que cela a été la plus grande consultation qui a jamais existé sur l'outre-mer. Il faut arrêter de se moquer des gens : s'il y a autant de mécontentement, c'est parce que rien n'est fait pour permettre aux Guadeloupéens de s'exprimer librement.

Vous ne souhaitez pas bienvenue à Nicolas Sarkozy ?

Il est président, il fait ce qu'il veut de son agenda...

Source : [Le Parisien : Guadeloupe : Domota maintient la pression](#)

Propos recueillis par Philippe Martinat

24.06.2009

[II - L'Express - Domota : "Nous n'avons pas été invités à rencontrer Sarkozy"](#)

Quelle est la situation aujourd'hui en Guadeloupe à 48 heures de l'arrivée de Nicolas Sarkozy ?

De nombreux conflits se poursuivent depuis plusieurs mois. L'accord du 5 mars n'a rien réglé. D'ailleurs, celui-ci a été amputé d'une de ses principales dispositions par Brice Hortefeux, lorsqu'il était ministre du Travail. Le protocole

d'extension de l'accord Bino, qui prévoit une prime de 200 euros pour les salariés modestes, ne dit pas qui prendra en charge, dans trois ans, la part de l'Etat. Aujourd'hui, on nous dit que les entreprises ne savent pas où elles en seront dans trois ans et qu'elles ne peuvent donc pas s'engager.

Que demandez-vous aujourd'hui et qu'attendez-vous de la visite de Nicolas Sarkozy ?

Nous refusons que l'Etat et les entreprises reviennent sur leurs engagements. Pour nous faire entendre, nous organisons samedi, à Pointe-à-Pitre, une grande manifestation. Quant à la visite de Nicolas Sarkozy, je pense que le plus important, c'est d'apporter une réponse aux problèmes des Guadeloupéens. Aujourd'hui, plus de 700 salariés dans l'hôtellerie sont menacés de licenciements. Un millier d'autres pourraient perdre leur emploi si l'on décide effectivement d'automatiser les stations-services. Tous ces sujets restent sans réponse.

Allez-vous rencontrer Nicolas Sarkozy durant son passage en Guadeloupe ?

Aucune invitation ne m'a été adressée. De toute façon, depuis plusieurs semaines, l'Etat nous évite. Lorsqu'une mission parlementaire s'est rendue sur l'île, nous n'avons rencontré personne.

L'Elysée affirme qu'elle vous a bien contacté ces derniers jours...

C'est faux. Je maintiens ce que j'ai dit.

Il n'y aura donc aucune rencontre ?

Non.

Source : [L'Express : Domota : "Nous n'avons pas été invités à rencontrer Sarkozy"](#)

Par Matthieu Deprieck,

Publié le 24/06/2009

[III - Le Monde : Elie Domota : "Nous n'attendons rien de la visite de Nicolas Sarkozy aux Antilles"](#)

Sur la venue de Sarkozy :

Sarkozy a annoncé une visite, on ne sait même pas à quelle heure il arrive, on ne sait même pas où il va... On verra donc bien... Mais nous n'avons aucune attente particulière...

Sur la situation en Guadeloupe :

Apparemment, la situation sociale de la Guadeloupe n'a pas l'air d'être la priorité [pour l'état].

Sur l'invitation de Sarkozy à une rencontre dans le cadre des états généraux :

Nous ne savons ce que c'est que ces états généraux... Nous ne voyons pas pourquoi nous serions invités à une réunion dont nous ne connaissons ni la teneur ni quoi que ce soit...

Pendant 44 jours nous n'avons pas cessé de nous mobiliser sur la situation en Guadeloupe. Alors si c'est seulement aujourd'hui qu'on entend ou qu'on entendrait [de la bouche de Sarkozy] que les choses vont changer, alors ce serait surprenant.

Source sonore : [Le Monde : Elie Domota : "Nous n'attendons rien de la visite de Nicolas Sarkozy aux Antilles"](#)
24.06.09

[IV - Le Journal du Dimanche : Elie Domota : "On cherche à torpiller notre accord"](#)

Quel bilan tirez-vous des quarante-quatre jours de grève générale en Guadeloupe ?

Il s'est passé quelque chose d'historique. Ce n'est pas le LKP qui le dit, mais les journalistes d'Al-Jazira et de la télé japonaise, qui sont venus filmer les événements. Ou les syndicalistes, les sociologues américains, qui nous invitent à des congrès aux Etats-Unis. Pendant la grève, les Guadeloupéens ont montré à quel point ce petit pays était dynamique et déterminé à établir de nouveaux rapports sociaux.

Selon de nombreux chefs d'entreprise, le conflit a mis l'économie de l'île à genoux. Vous sentez-vous responsable de ce désastre ?

Pour l'instant, aucun chiffre officiel ne vient confirmer ces accusations. Le chômage a très peu augmenté. Les entreprises qui ferment leurs portes aujourd'hui auraient cessé leur activité même si le conflit n'avait pas eu lieu. En France, on annonce chaque jour de nouvelles fermetures, comment imaginer que la Guadeloupe soit épargnée par la crise mondiale ? Actuellement, plusieurs hôtels ont fermé, non parce qu'ils n'ont pas de clients, mais parce que leurs patrons ne veulent pas accorder d'augmentations aux salariés.

Comment se déroule l'application de l'accord du 4 mars conclu avec le patronat ?

La situation est très contrastée. D'un côté, nous avons obtenu une très belle victoire, puisque nous avons signé de nombreux accords dans les entreprises et que 50 000 salariés bénéficient d'importantes augmentations de salaires, jusqu'à 200 euros pour les bas salaires, ce qui équivaut de fait à la création d'un smic à 1 500 euros. Mais l'Etat, cédant sans doute à la pression du Medef, qui n'a pas digéré notre victoire, cherche à torpiller l'accord, et 30 000 autres salariés du privé devront se contenter de moindres avantages. On instaure un marché du travail à deux vitesses, c'est inadmissible.

Autre échec : au supermarché, les prix n'ont pas baissé...

Le prix du gaz et celui de l'essence ont diminué, mais c'est vrai que de nombreux points du protocole d'accord sont foulés au pied. Les produits de première nécessité, dont les prix ont baissé en vertu de l'accord du 4 mars, ont disparu des rayons !

Pourquoi refusez-vous de participer aux états généraux organisés par le gouvernement ?

Ces états généraux sont un leurre. Le gouvernement a déjà en tête une politique pour les DOM dans les prochaines années. Tout est décidé à Paris mais on cherche une caution populaire. Il faut prendre le temps d'aller au fond des choses pour changer radicalement le système.

De nombreux Guadeloupéens estiment que vous posez les bonnes questions mais sans proposer de réponses. Le LKP participera-t-il aux régionales l'an prochain ?

Ce n'est pas notre vocation. Nous sommes un mouvement associatif et syndical. Mais notre forte audience s'explique par le fossé grandissant entre le peuple et les élus guadeloupéens, qui ne pensent pas à l'intérêt général mais à leur réélection.

Allez-vous rencontrer le président de la République la semaine prochaine ?

Pour l'instant, je n'ai reçu aucun appel. Mais nous l'attendons de pied ferme en organisant une manifestation samedi à Pointe-à-Pitre.

Source : [JDD : Elie Domota : "On cherche à torpiller notre accord"](#)

Propos recueillis par Anne-Laure BARRET

Le Journal du Dimanche, jeudi 25 juin 2009

[V - Les matins de France Info avec Céline Bayt-Darcourt : Elie Domota : Pour ne pas nous voir, c'est bien aux états-généraux qu'il faut nous inviter...](#)

Qu'est ce que vous attendez de la visite de Nicolas Sarkozy ?

Nous n'avons pas planifié de demande particulière. M. Sarkozy avait annoncé sa visite en Guadeloupe et en Martinique. Nous sommes toujours sur la brèche : il y a toujours un certain nombre de problèmes qui ne sont pas réglés, il y a des grèves qui continuent... Donc nous nous battons pour l'application pleine et entière des accords : de l'accord du 4 mars 2009, de l'accord salarial Jacques BINO, des accords d'entreprise ; et puis sur plein d'autres choses qui ont été négociées et qui ne sont pas respectées par les patrons ou même par l'état.

Les prix des produits de première nécessité par exemple devaient baisser. Est-ce que c'est le cas ?

Il y a 1400 produits qui ont connu une baisse des prix, mais dans le même temps on constate que dans les rayons il y a des produits qui manquent ou qu'il y a d'autres produits qui ne sont pas sur les listes de baisse et qui ont connu des augmentations faramineuses...

On voit aussi une répression sociale qui est instaurée notamment dans l'hôtellerie : notamment au Gosier, il y a trois grands hôtels qui ont fermé, jetant à la rue 750 salariés [l'équivalent de 120 000 salariés en France]. Et là on n'entend ni les élus ni l'état. Il y a également pas mal de camarades convoqués ces jours-ci devant les tribunaux suite au mouvement de grève de 44 jours.

On peut donc dire qu'il y a une volonté de l'état et du patronat de revenir à l'avant 20 janvier 2009.

Ne regrettez-vous pas de boycotter ces états-généraux de l'Outre Mer [destinés à] faire avancer les choses ?

Je ne pense pas que ce soit des états généraux pour faire avancer les choses. Il s'agit ni plus ni moins de chercher une caution populaire pour valider des décisions qui ont déjà été arrêtées et validées à Paris.

Et d'ailleurs les thèmes qui ont été abordés sont ceux qui ont été arrêté par le président de la république française ; notamment "la gouvernance" qui n'a jamais été une préoccupation du LKP pendant les 44 jours.

En fin compte il s'agit de trouver une caution populaire et de permettre à L'UMP de se refaire une santé en Guadeloupe.

Allez vous rencontrer Nicolas Sarkozy au cours de sa visite en Guadeloupe ?

Pour l'heure non ; puisqu'aucune invitation ne nous a encore été faite.

Il vous a convié aux états-généraux, quand même...

Nous avons déjà donné notre position sur les états-généraux... Donc pour ne pas nous voir, c'est bien là qu'il faut nous inviter...

Qu'avez vous prévu pour l'accueillir ? Des manifestations ???

Non, non... Ce n'est pas monsieur Sarkozy qui organise nos luttes. Toute cette semaine nous axons nos luttes sur la résolution des conflits en cours. Donc tous ces jours-ci nous organisons des meetings et le renforcement des piquets de grève pour avoir gain de cause sur l'ensemble des points de revendications qui sont posés. Avec en fin de samedi une grande manifestation dans les rues de Pointe à Pitre.

C'est cette semaine seulement, ou alors vous voulez relancer le mouvement de protestation comme au début de l'année ?

Mais nous n'avons jamais cessé... Depuis la signature du protocole le 4 mars, il y a en moyenne chaque semaine pas moins de 15 à 20 entreprises en grève. Aujourd'hui, il en reste toujours une bonne dizaine d'entreprises en grève. Et toujours autour des mêmes difficultés : l'application de l'accord salarial Jacques BINO. Il faut savoir que sur 80 000 salariés éligibles, il y a environ aujourd'hui plus de 50 000 salariés qui sont couverts par la clause de convertibilité qui garantit le maintien des 200 euro au delà de 3 ans, qui garantit la prise en charge de ces 200 euro par l'employeur au delà donc de ces trois ans. Et il y a 30 000 personnes qui malheureusement n'en bénéficient pas en raison de la suppression de cette clause de convertibilité par l'arrêté d'extension pris par M. Hortefeux. Cela veut dire que les employeurs ne sont pas obligés de pérenniser ces 200 euro.

Il y a donc une véritable discrimination salariale au niveau des travailleurs ; mais également une distorsion de concurrence au niveau des employeurs : ceux qui prennent en charge les 200 euro se trouvent lésés par rapport aux autres qui s'y refusent.

Et là c'est quelque chose qui est en net décalage par rapport aux propos de M. Sarkozy lors du Congrès de lundi dernier [à Versailles] ; où il disait qu'il y a encore des problèmes à régler en "outre Mer". Mais dans la réalité le gouvernement prend des positions qui ne sont pas du tout justifiées ni justifiables en outre Mer.

Nicolas Sarkozy sera accompagné de sa toute nouvelle secrétaire d'état à l'Outre Mer... C'est la Guadeloupéenne marie Luce Penchard. C'est un bon choix ? Qu'est ce que vous en pensez ?

Ce qui nous importe aujourd'hui ce sont les réponses aux problèmes qui sont posés. Alors que ce soit Mme Penchard ou une autre personne, ce qui est important pour nous ce sont les réponses aux revendications, les réponses par rapport à l'application pleine et entière de l'accord salarial Jacques BINO - que le gouvernement revienne sur le retrait de la clause de convertibilité.

C'est le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes, c'est le maintien des emplois de le secteur de l'hôtellerie et la réouverture des hôtels ; c'est aussi le maintien des emplois dans le secteur des produits pétroliers. C'est la revalorisation des minima sociaux pour les personnes âgées, pour les personnes handicapées, pour les chômeurs et les érémites... Et la poursuite des négociations sur d'autres thèmes ; notamment sur la pollution des

sols au chlordécone, sur la gestion des déchets et sur la production locale, par exemple...
Alors, peut importe la personne qui sera là...

Source : [Les matins de France Info : Elie Domota : Pour ne pas nous voir, c'est bien aux états-généraux qu'il faut nous inviter...](#)

Interview réalisée par Céline Bayt-Darcourt
France Info, 25 juin 2009

[VI - Europe 1 : Nicolas Sarkozy en tournée aux Antilles](#)

Sur la situation en Guadeloupe à l'occasion de la visite de Sarkozy :

Les grèves n'ont pas cessé depuis la signature du protocole le 4 mars dernier. La visite de M. Sarkozy met encore une focale sur la Guadeloupe ; mais les mobilisations perdurent depuis plusieurs mois. Donc cette semaine encore nous sommes mobilisés pour obtenir gain de cause sur l'ensemble des revendications qui sont posées et notamment sur les accords salariaux qui ne sont pas respectés.

Nous avons longuement et attentivement écouté le discours de M. Sarkozy lundi dernier devant le Congrès réuni à Versailles... Et tout ce qu'il a dit est en totale contradiction avec les décisions prises par l'état sur le terrain en Guadeloupe.

Est-ce que vous allez rencontrer le président ?

Aucune invitation n'a été faite au LKP.

C'est l'inverse de ce que dit l'Elysée. L'Elysée dit que vous avez bien été invité à plusieurs reprises ces derniers jours, tout comme les autres responsables du LKP.

C'est faux, c'est un mensonge. Le LKP n'a jamais été invité. J'ai reçu ce matin un coup de téléphone du préfet me demandant si je souhaitais qu'il m'adresse une invitation pour le LKP. **Je lui ai dit que nous ne sommes pas des larbins** pour nous inviter à une quelconque réunion des états généraux et à 24 heures de la visite de M. Sarkozy.

Source : [Europe 1 : Nicolas Sarkozy en tournée aux Antilles](#)

24/06/09

[VII - France Inter : Entretien avec Nicolas Demorand](#)

Le président arrive en Martinique aujourd'hui puis se rend demain en Guadeloupe : qu'attendez vous Elie Domota de ce déplacement ?

Cela fait maintenant 6 mois que nous sommes mobilisés, 6 mois qu'il y a plein de grèves en Guadeloupe. Depuis la signature du protocole d'accord le 4 mars dernier, les grèves n'ont pas arrêté. Il y a aussi un certain nombre de problèmes qui se sont aggravés du fait même des décisions de l'état ; par exemple l'arrêté d'extension de l'accord Jacques BINO pris par M. Hortefeux a entraîné une discrimination salariale au niveau des travailleurs en Guadeloupe et par ailleurs une distorsion de concurrence entre les employeurs, en ce sens qu'il a supprimé la clause de convertibilité qui maintenait les 200 euros d'augmentation au delà de 3 ans.

Ajouté à cela, on voit l'état allié au patronat revenir tous deux sur des engagements qui avaient été pris... Le RSTA tel qu'il est appliqué en Guadeloupe ne correspond pas du tout à ce qui avait été négocié... Il y a un certain nombre de produits sur lesquels il y a eu une baisse des prix ; mais dans le même temps on constate que d'autres produits ont augmenté... Il y a des hôtels qui ont fermé et il y a des centaines de salariés qui sont quasiment à la rue... Et sur tout cela on n'entend personne, comme si tout allait pour le mieux ; alors que la situation est toujours aussi tendue.

Vous dites Elie Domota que sur la baisse des prix qui était une des revendications, et sur la hausse des bas salaires, rien n'a véritablement changé aujourd'hui ?...

Si, les choses ont changé mais il y a une tentative de l'état et du patronat de revenir sur ces engagements et de revenir à l'avant 20 janvier.

Ca veut dire quoi, "une tentative de l'état et du patronat", exactement ?!... Vous faites référence à quoi ?!

Eh bien [s'agissant de] l'accord salarial. Cet accord salarial que nous avons négocié avec le patronat prévoit la prise en charge des 200 euro par les patrons au delà de 3 ans... Eh bien figurez vous que début avril le ministre du travail - M. Hortefeux - a pris un arrêté d'extension qui supprime cette possibilité. Dès lors le patronat [non signataire de l'accord Jacques BINO initial] n'a aucune obligation de prendre en charge ces 200 euro au delà des 3 ans... Ce qui fait que nous avons déjà signé des accords d'entreprise pour environ 50 000 salariés sur les 80 000 concernés : aujourd'hui il y a 30 000 personnes qui vont perdre le bénéfice des augmentations de salaire. La décision de l'état entraîne de facto une distorsion de concurrence et une discrimination salariale. Et face à cela, c'est l'incompréhension la plus totale...

Allez vous rencontrer le président de la république ou certains de ses conseillers ?

Non, aucune invitation n'a été faite au LKP pour rencontrer le président de la république française...

Est-ce que vous regretterez Yves Jégo qui vient de passer la main et de quitter son poste ?

Nous pensons que M. Jégo a compris pas mal de choses : le fait qu'il soit resté ici près d'une dizaine de jours cela lui a permis de comprendre. Aujourd'hui ce que nous attendons surtout ce sont des réponses précises par rapport aux revendications que nous posons.

Encore une question sur ce sujet : visiblement Yves Jégo prend très mal son éviction du gouvernement - c'est Jean François Aquili qui le raconte dans le journal de 7H30... Qu'en pensez vous et comment analysez vous ce départ ?

D'après les bruits de couloir, d'après les rumeurs, il semblerait que le patronat ait eu "sa tête"... Cela prouve ce que nous dénonçons depuis tantôt : la connivence qu'il peut y avoir entre les békés et certaines artères du pouvoir central.

Ce sont des rumeurs ?!...

Rumeur ou pas... Je reviens sur l'arrêté d'extension : la seule organisation patronale qui se soit opposée à l'accord salarial c'est une organisation minoritaire - le MEDEF Guadeloupe - contrôlée par les békés. Et comme par hasard, pour faire allégeance au MEDEF M. Hortefeux a cassé l'accord salarial, alors que la quasi totalité des organisations

patronales ont signé cet accord... Donc quelque part il y a toujours une connivence Etat - MEDEF au détriment des travailleurs et du peuple guadeloupéen.

Et quelles sont alors vos revendications aujourd'hui ?

Pour faire court : La mise en oeuvre de la pleine application de l'accord salarial ; le maintien de l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie - les 750 emplois. Il y a également la formation et l'emploi des jeunes : aujourd'hui rien n'est fait à ce sujet, alors que nous avons un taux de chômage qui est de 60% chez les jeunes de moins 25 ans. Il y a tout ce qui concerne aussi la pollution au chlordécone, la situation des personnes âgées et des personnes handicapées... Et bien entendu le reste des points à examiner sur la plateforme de revendications.

Et pourquoi avez-vous refusé de défendre ces revendications aux états généraux de l'outre mer ?

Les états généraux n'étaient pas le lieu où l'on pouvait défendre les revendications. Les revendications, nous les avons défendues pendant les 44 jours de grève et il était convenu que nous puissions nous revoir pour continuer à négocier. Mais en fin de compte l'état s'est dérobé, préférant faire ses états généraux pour tout simplement appliquer ce qu'il a déjà décidé à Paris depuis belle lurette - notamment la fusion des Conseils général et régional qu'a annoncée M. Sarkozy lundi dernier au Congrès de Versailles.

Tout le monde sait aujourd'hui que ce qui va être arrêté dans le cadre des états généraux, ce sont des décisions qui ont déjà été arrêtées et validées à Paris dans le cadre de la stratégie de croissance pour l'outre mer. Il s'agit aujourd'hui pour L'état de trouver une caution populaire pour appliquer ces directives...

Est ce que le LKP a aujourd'hui en Guadeloupe le soutien populaire en Guadeloupe ? on entendait dans les différents journaux de France Inter des propos plus que mesurés des guadeloupéens sur ce collectif...

Je vous invite à venir sur place. Aujourd'hui les guadeloupéens disent qu'ils aspirent à un changement durable et profond dans leur vie.